



NATIONS UNIES

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE

RAPPORT ANNUEL

(15 MAI 1956 - 29 MAI 1957)

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL
DOCUMENTS OFFICIELS: VINGT-QUATRIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 8

NEW-YORK

plus large coopération des divers organismes des Nations Unies qui fournissent une assistance technique, de façon à éviter une dispersion et une duplication des efforts;

2. De recommander aux gouvernements de s'adresser, en ce qui concerne toutes les questions et tous les programmes qui ne sont pas directement liés aux études sur le développement effectuées par la Commission, aux services d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies, conformément aux procédures déjà établies.

28 mai 1957.

Résolution 138 (VII)

EDIFICE POUR LA COMMISSION AU CHILI
(E/CN.12/479)

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Prend note avec satisfaction du fait que le Gouvernement chilien a promulgué, le 5 février 1957, la loi n° 12.437, en vertu de laquelle le Président de la République de ce pays est autorisé à céder gratuitement à l'Organisation des Nations Unies une partie des terrains situés dans le lieu dit *Parque de Vitacura*, à proximité de Santiago;

Prend note, en outre, du fait qu'en disposant de locaux appropriés dans le *Parque de Vitacura*, la Commission pourra effectuer de façon plus efficace les importants travaux qui lui incombent, et

Décide :

1. De prendre acte des sentiments de reconnaissance exprimés par les Etats membres à l'égard du Gouver-

nement chilien pour la précieuse contribution qu'il apporte aux travaux de la Commission économique pour l'Amérique latine; et

2. De créer un comité composé de représentants des Gouvernements de l'Argentine, du Brésil, du Chili, de l'Equateur, du Mexique, de l'Uruguay et du Venezuela, chargé de présenter au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, par l'intermédiaire du Directeur principal chargé du secrétariat de la Commission, les recommandations qu'il jugera opportunes sur la formule qu'il conviendrait d'adopter en vue de la construction d'un édifice sur les terrains offerts par le gouvernement chilien; d'inviter également ce comité à soumettre à l'Assemblée générale, après consultation des Etats membres de la Commission, les propositions qu'il jugera utiles pour atteindre cet objectif.

28 mai 1957.

Résolution 139 (VII)

LIEU ET DATE DE LA HUITIÈME SESSION
(E/CN.12/480)

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Vu l'article premier et l'article 2 de son règlement intérieur,

Exprimant au Gouvernement de la République de Panama sa reconnaissance pour la généreuse invitation qu'il lui a faite de tenir sa huitième session dans la ville de Panama,

Décide que sa huitième session se tiendra au mois d'avril 1959 dans la ville de Panama.

29 mai 1957.

Cinquième partie

PROJET DE RÉSOLUTION PRÉSENTÉ AU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉSOLUTION ADOPTÉE LE 16 SEPTEMBRE 1955
(E/CN.12/419)

Le Conseil économique et social

Prend acte du rapport annuel de la Commission économique pour l'Amérique latine adopté lors de sa septième session (E/2998);

Estime que le programme de travail de la Commission, tel qu'il a été arrêté à la septième session de la Commission, tenue à La Paz (Bolivie) du 15 au 29 mai 1957, est d'une importance primordiale pour le développement économique de l'Amérique latine;

Confirme le rang de priorité affecté à chaque projet par la Commission.

29 mai 1957.

Sixième partie

PROGRAMME DE TRAVAIL ET ORDRE DE PRIORITÉ

Revision du programme de travail au cours de la septième session

PRINCIPES FONDAMENTAUX

246. En établissant le programme de travail et l'ordre de priorité, la Commission a tenu compte, comme par le passé, d'une série d'instructions et de

décisions fondamentales du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale, ainsi que des recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires en ce qui concerne les programmes et l'ordre de priorité dans les domaines économique et social, la concentration et la coordination des efforts et des ressources, le contrôle et la réduction de la documentation et d'autres questions connexes.